

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**prorogeant le délai de validité de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022  
de l'installation classée pour la protection de l'environnement  
GÉOTEXIA MENÉ à LE MENÉ**

Le préfet des Côtes-d'Armor

**Vu** le code de l'environnement, partie législative, livre V - titre 1<sup>er</sup> et 5, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R. 181-48 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU DE KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Georges SALAÜN, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2008 modifié autorisant la SAS GÉOTEXIA MENÉ à exploiter lieu-dit « La Vieille Lande » à Saint-Gilles-du-Mené une installation de méthanisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral modificatif du 3 mars 2015 autorisant la SAS GÉOTEXIA MENÉ à exploiter lieu-dit « La Vieille Lande » à Saint-Gilles-du-Mené une installation de méthanisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral modificatif du 30 mars 2022 autorisant la SAS GÉOTEXIA MENÉ à exploiter lieu-dit « La Vieille Lande » Saint-Gilles-du-Mené à Le Mené une installation de méthanisation ;

**Vu** l'incendie survenu le 16 juillet 2019 au sein de l'unité de méthanisation de la SAS GÉOTEXIA MENÉ, détruisant une partie notable de ses installations, notamment l'intégralité du bâtiment principal d'exploitation et du biofiltre, et nécessitant un arrêt de la production ;

**Vu** la demande de prorogation déposée le 10 octobre 2024, complétée le 20 janvier 2025, par le président de la SAS GÉOTEXIA MENÉ pour la remise en service de l'unité de méthanisation ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 4 février 2025 ;

**Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception des inspecteurs de l'environnement du 12 février 2025, notifié le 14 février 2025, transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de la SAS GEOTEXIA MENÉ ;

**CONSIDERANT** que l'article R. 181-48 - I du code de l'environnement prévoit que l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé, soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation, soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117- et R. 214-97 ;

**CONSIDERANT** que la SAS GEOTEXIA MENÉ n'est pas en mesure de reprendre l'exploitation de l'unité de méthanisation dans le délai de 3 ans fixé à l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 susvisé ;

**CONSIDERANT** que, le 10 octobre 2024, l'exploitant de la SAS GEOTEXIA MENÉ a déposé une demande de prorogation du délai de mise en service de l'unité de méthanisation ;

**CONSIDERANT** que, selon le président de la SAS GEOTEXIA MENÉ, le délai de versement du remboursement des litiges matériels par les compagnies d'assurance n'est intervenu de manière effective que le 19 septembre 2023 et que ce versement est nécessaire à la validation et à la réalisation des marchés de travaux ;

**CONSIDERANT** que, selon le président de la SAS GEOTEXIA MENÉ, une restructuration du capital social de la société est en cours de finalisation ;

**CONSIDERANT** que, selon le président de la SAS GEOTEXIA MENÉ, une amélioration des conditions de valorisation du biogaz produit par l'unité de méthanisation, notamment par le raccordement en injection au réseau de gaz, est à l'étude ;

**CONSIDERANT** que, selon ces éléments, le délai nécessaire à la reconstruction du site ne permettra pas la mise en fonctionnement des installations dans le délai imparti par l'arrêté préfectoral modificatif du 22 mars 2022 et justifie ainsi la demande de prorogation de cet arrêté ;

**CONSIDERANT** que, au vu des éléments repris ci-dessus, la demande répond aux conditions précisées par l'article R. 181-48 du code de l'environnement susvisé ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> - Durée de validité de l'autorisation**

La durée de validité de l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral modificatif du 30 mars 2022 au profit de la société GEOTEXIA MENÉ, pour l'exploitation d'une unité de méthanisation sise lieu-dit « La Vieille Lande » Saint-Gilles du Mené à Le Mené, est prorogée de 3 ans à compter du 30 mars 2025.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans à compter du 30 mars 2025, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

## **Article 2 - Affichage et publication**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Le Mené pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Le Mené pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant quatre mois.

## **Article 3 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 Ploufragan
- d'un recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense cedex.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### **Article 4 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Le Mené et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de gendarmerie ou de police.

Saint-Brieuc, le 05 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Georges SALAÜN